



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

COPIE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Direction Régionale de l'Industrie
de la Recherche et de l'Environnement du Centre

Blois, le - 7 AVR. 2009

Groupe de subdivisions de Loir et Cher

Michel VUILLOT
Directeur

Société CONCERTO LOGISTIC PARK à Mer.

Modification des conditions d'exploitation de
l'entrepôt lot 2A
Modification de l'arrêté préfectoral

Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet de Loir et Cher

I. Généralités

I.1. Présentation de l'établissement

L'activité peut être décrite comme l'enchaînement des opérations de réception, stockage et déstockage et expédition de marchandises pour des clients industriels ou de la grande distribution dans un entrepôt de logistique dit lot 2A.

Le site de Mer emploiera 100 personnes pour l'exploitation et 15 personnes pour la gestion administrative. Il fonctionnera sans interruption de 5h à 22 h du lundi au vendredi avec un fonctionnement possible le samedi.

I.2. Implantation

Les installations faisant l'objet du présent rapport sont situées dans la ZAC des portes de Chambord sur le territoire de la commune de MER. L'entrepôt est actuellement en phase de construction.

Le site occupe une superficie de 15,5 hectares sur lesquels l'emprise du bâtiment représente 60080 m² dont :

- 57200 m² de surface d'entrepasage en 11 cellules
- 1150 m² de locaux techniques (TGBT, chaufferie, transformateur, local sprinkler, locaux de charge)
- 1730 m² de bureaux et locaux sociaux répartis sur 2 niveaux.

Le bâtiment est recoupé en deux unités d'exploitation, séparées par un mur coupe-feu 4 heures. Un bâtiment A1 de 6 cellules soit 31110 m² environ et un bâtiment A2 de 5 cellules, soit 25920 m² environ.

Le site est desservi par route et par fer.

1.3. Situation administrative de l'établissement

La société CONCERTO LOGISTIC PARK MER bénéficie d'un récépissé de sa déclaration de changement d'exploitant en date du 20 février 2009 relative à la prise en charge du bâtiment de stockage dit lot 2A et précédemment autorisé pour le compte de la société GENERALE DE LOGISTIQUE.

La société CONCERTO LOGISTIC PARK MER bénéficie du transfert de l'arrêté d'autorisation d'exploiter n° 2008.261.2 du 17 septembre 2008.

Les activités de cette société relèvent des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Leur classement est résumé dans le tableau suivant :

Rubrique	Intitulé	Régime (*)	Capacité
1510.1	Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t en entrepôt couvert, le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 50000 m ³ .	A	Volume de l'entrepôt égal à 572000 m ³ pour un tonnage maximal de matières combustibles stockées de 72000 tonnes.
2662.a	Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques), le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 1000 m ³ .	A	Le volume maximal stocké étant de 42000 m ³ .
2663.1.a	Stockage de pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse unitaire totale est composée de polymères à l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc..., le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 2000 m ³ .	A	Le volume maximal stocké étant de 83000 m ³ .
2663.2.a	Stockage de pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse unitaire totale est composée de polymères, dans tous les autres cas, le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 10000 m ³ .	A	Le volume maximal stocké étant de 83000 m ³ .

Rubrique	Intitulé	Régime (*)	Capacité
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW.	D	Deux ateliers de charge d'accumulateur implantés dans des locaux distincts. Puissance maximale de courant continu de 500 kW.
2910.A.2	Installations de combustion, la puissance thermique maximale installée étant supérieure à 2MW mais inférieure à 20 MW.	DC	Deux chaudières fonctionnant au gaz naturel de puissance 1600 kW et 1400 kW implantées dans des chaufferies distinctes.

A autorisation

D déclaration

C soumis au contrôle périodique prévu par l'article L512-11 du Code de l'Environnement

II. Contexte

Par transmission des 3 et 12 mars 2009, vous avez sollicité l'avis de l'inspection des installations classées sur deux dossiers présentés par la société CONCERTO LOGISTIC PARK MER vous informant des modifications envisagées par l'exploitant concernant les prescriptions relatives au désenfumage et aux voies engins des pompiers.

De l'examen des dossiers présentés par l'exploitant il ressort les éléments suivants :

Désenfumage :

L'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter impose que les cellules de stockage soient divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1600 m² et que les retombées sous toitures soient d'une hauteur de 2 m. Afin d'éviter tout risque de collision lors de la manutention des palettes avec les retombées, l'exploitant demande l'autorisation de mettre en œuvre des retombées de 1,15 m et en mesures compensatoires, propose de réduire les surfaces de cantons à 1471 m² en moyenne au lieu des 1600 m².

Voies engins des pompiers :

L'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter impose que sur les voies engins des pompiers soient aménagées au droit des murs coupe-feu et à proximité immédiate des poteaux incendie, des élargissement de 8 m de largeur permettant le croisement des véhicules.

L'exploitant demande l'autorisation de modifier l'emplacement les aires de croisement qui devaient se trouver au droit des murs coupe feu car les vannes d'isolement extérieures du sprinklage sont disposées dans l'axe des murs coupe feu et doivent rester accessibles en cas d'intervention pour maintenance dans une cellule sans mettre en échec les autres cellules. Aussi, les aires seront légèrement déplacées et implantées à proximité des murs coupe feu au droit des cellules. L'exploitant propose en mesures compensatoires d'implanter deux poteaux incendie supplémentaires aux huit poteaux incendie déjà prévus.

Les dix PI auront un débit de 120m³/h seront situés à moins de 100 m de chaque cellule et seront distants entre eux de 150m au maximum.

II.1. Avis du SDIS

Le SDIS a été sollicité pour avis et à émis un avis favorable le 2 avril 2009, pour les modifications apportées et les mesures compensatoires proposées par l'exploitant en ce qui concerne le désenfumage et les voies engins pompiers.

III. PROPOSITION-CONCLUSION

Compte tenu de ce qui précède, je vous informe que les modifications apportées par la société CONCERTO LOGISTIC PARK MER ne présentent pas un caractère notable nécessitant le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation en application de l'article R512.33 du code de l'environnement.

Néanmoins, il s'avère nécessaire d'acter les prescriptions afférentes au désenfumage et aux voies engins des pompiers, sous la forme d'un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires.

Compte tenu de ce qui précède, l'inspection des installations classées vous propose de donner une suite **favorable** au projet d'arrêté préfectoral joint, pris sous la forme de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.

Conformément à l'article R. 512-31 du code de l'environnement, ce projet d'arrêté doit être soumis préalablement pour avis au Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques à qui nous proposons d'émettre un avis **favorable**.

L'inspecteur des installations classées
pour la protection de l'environnement

Vu et transmis avec avis conforme
à Monsieur le Préfet de Loir et Cher
Pour le directeur et par délégation
Le chef de la deuxième subdivision du Loir et Cher